

La France doit choisir

« **La France doit choisir entre :**

- **d'une part l'Union européenne,**
- **et d'autre part le français, la Francophonie et son Grand Large »**

I) L'Union européenne, dans la mondialisation, est devenue un agent du mondialisme anglo-saxo-germanique.

Nos partenaires d'Europe et d'Amérique du Nord (Etats-Unis et Canada), avec la participation active de nombre d' « élites françaises », sont en mesure d'utiliser le phénomène - assez neutre en lui-même - de la **mondialisation** (qui a toujours existé, mais qui est considérablement accéléré et approfondi aujourd'hui par les progrès des techniques, notamment de communication), pour en faire **un mondialisme, une « globalization »** à leur profit, c'est-à-dire **au profit d'une hégémonie anglo-saxo-germanique, en se servant de l'instrument de l'Union européenne**, lit de Procuste, piège et prison des peuples européens.

L'affaire date d'ailleurs des années 1950, comme le rappelle François Asselineau. Les mouvements pro-européens sont en partie financés par de grandes fondations des Etats-Unis et par la C.I.A. Il s'agit depuis 50 ans de favoriser la création en Europe d'un ensemble, impuissant en lui-même, de peuples vassaux des Etats-Unis, prêt à suivre Washington dans sa stratégie de domination mondiale et dans ses guerres.

Cette Union européenne, qui n'est même pas véritablement fédérale, puisqu'elle ne ménage guère de subsidiarité au bénéfice des Etats membres, se révèle de plus en plus aujourd'hui comme un **relais, une courroie de transmission et de soumission, au service de la domination d'un « Occident-OTAN »** à la Huntington, c'est-à-dire soudé autour de « l'Etat-phare » Etats-Unis d'Amérique du Nord, en un Empire inspiré d'une variété de protestantisme et de la prédestination des meilleurs : voire de races et peuples élus, nouveau « Saint-Empire anglo-américain de nations germaniques » qui, dans sa partie européenne, recoupe une grande partie des anciens réseaux des Vikings, des chevaliers teutoniques, puis de la Hanse, et de l'Empire des Habsbourg.

L'actuelle entreprise européenne se constitue, en fait, autour d'un petit **noyau d'Etats** aux intérêts politiques, économiques, culturels, et territoriaux, soigneusement protégés et renforcés : les Etats-Unis d'Amérique, la Grande Bretagne et l'Allemagne. Précisons, pour l'Allemagne : bientôt un ensemble germanique reconstitué avec l'Autriche et d'autres territoires périphériques. A l'Allemagne est offert le « partnership in leadership ».

Autour de ce noyau d'élus : un nouveau peuple européen d'hilotes ou dhimmis, indistinct, un ensemble de consommateurs homogénéisés de produits standardisés, **vassal** du noyau qui vise la gouvernance mondiale annoncée par maints intellectuels américains et patrons de multinationales, préparée dans divers laboratoires d'idées (« think tanks ») et dans ces « réseaux de puissants mondialisés » que sont la Trilatérale, le Groupe de Bilderberg, les rencontres de Davos, voire les G7/8.

Un peuple constitué à partir des peuples existants sur le continent européen, consciencieusement, opiniâtrement, privés de leurs histoires, de leurs identités, de leurs ressorts, de leurs monnaies, des fleurons de leurs industries, de leurs cultures, de leurs langues, de leurs fiertés nationales et de leurs projets collectifs.

A partir des peuples et nations que l'on a cherché constamment – encore récemment par la « Constitution Giscard » puis par le « traité de Lisbonne » en « coups d'Etat simplifiés » - à faire consentir à l'abandon de leur souveraineté.

Citons Brecht : lorsque le peuple vote contre le gouvernement, il faut élire un nouveau peuple. Telle est la mission des institutions européennes, depuis Jean Monnet : ligoter discrètement, pas à pas, les géants nationaux, pour les empêcher de se dresser. Politique de Lilliputiens qui, pendant le sommeil de Gulliver, attachent chacun de ses innombrables cheveux à un piquet...

II) La France, parangon de peuple « Etat-Nation-République », est le principal obstacle à écarter dans cette gigantesque entreprise.

Parce que :

- elle est depuis longtemps la championne du « Royaume contre l'Empire », contre les empires : arabo-musulman au Moyen-Âge, des Habsbourg d'Autriche et d'Espagne (au point de conclure une alliance avec la Sublime Porte en 1535, puis avec la Suède protestante sous Louis XIII et Richelieu), de l'Angleterre, de l'Allemagne, empires, aussi, de la Russie et de l'Union soviétique, de l'Amérique et de ses proches alliés aujourd'hui ;
- elle représente un universalisme d'inspiration catholique (et révolutionnaire **sécularisé** du christianisme catholique) prônant l'égalité des hommes et l'humanisme, contre l'idéologie quasi raciste des « peuples élus » (pré)destinés à dominer le monde (« am deutschen Wesen soll die Welt genesen ») ;
- elle se veut une « personne » secourable (Jeanne, Marianne, « Notre Dame la France » de Péguy, la « Madone aux fresques des murs », la « princesse des contes », une voix dans le monde, qui parle pour tous les hommes, une puissance culturelle humaniste, en qui beaucoup de gens espèrent ;
- elle ne veut pas abandonner son unité et son indivisibilité, contre les communautarismes et les régionalismes encouragés jusque chez elle par les Etats-Unis, l'Union européenne comme par l'Allemagne et l'Autriche par le biais des langues régionales ;
- elle tient encore à un rôle de sa langue dans le monde, deuxième langue internationale après l'anglais ;
- elle semble persister à tenir à son Grand Large, tant par ses départements et territoires d'Outre-Mer que par la **Communauté francophone** ; elle est donc la principale puissance continentale – hors du « noyau impérial - qui veut continuer à « marcher sur les deux jambes » : une jambe Europe (différente du piège de l'enfermement et du lit de Procuste) et une jambe monde faite de son Grand Large, de la Francophonie, de toute l'Humanité ;
- elle commence à dénoncer la « **maldonne** » dont elle a pris tardivement conscience : **maldonne** de « l'Europe puissance » qui ferait contre-poids aux Etats-Unis et à d'autres, alors que l'UE se range complètement sous la bannière des bandes et des étoiles sur fond bleu qui veut nous entraîner dans ses guerres et son « choc des civilisations », contre l'Irak, l'Iran, la Chine, la Russie, contrairement à nos orientations traditionnelles et à nos intérêts vitaux ; **maldonne** de la répartition désastreuse des charges et avantages dans l'Union : Allemagne qui empêche l'Union pour la Méditerranée tout en se réservant le « Baltikum » et promeut sans vergogne ses intérêts économiques et industriels au détriment des nôtres (Siemens contre Alstom, voire Areva ; Airbus et EADS ; Galileo...) ; **maldonne** de l'Union censée respecter les langues et cultures des membres, et qui, contrairement à son propre règlement linguistique de 1958, impose l'anglais comme langue commune – bientôt unique -

dans ses institutions et jusque dans les Etats membres, et fait tout pour torpiller l'organisation multilatérale de la Francophonie, comme le projet d'Union pour la Méditerranée ; **maldonne** de cette Union dont le modèle longtemps vanté a été la **Belgique** (construction artificielle montée en 1815 et 1830 contre la France, par l'Angleterre et la Sainte Alliance de Metternich...) ; Belgique qui éclate, dans le grand retour – et les conflits d'intérêts - des nations.

III) La France doit sortir de cette Union-piège, choisir son grand Large et lancer une simple coopération forte des nations européennes souveraines.

Elle ne peut plus espérer participer à l'actuelle construction européenne tout en gardant la maîtrise de son destin et en cultivant son rôle mondial par sa langue, par la Francophonie, par sa voix originale.

Le Gulliver français doit se réveiller et se redresser d'un seul coup, en arrachant les piquets et en ne craignant pas d'y perdre d'assez nombreux cheveux, dans un effort temporairement douloureux, mais salutaire tant pour lui-même que pour les autres peuples également attachés à des piquets.

La France libérée de cette Union-prison des peuples pourra alors reconstruire, sur le continent européen **et dans le monde entier**, des coopérations intenses mais préservatrices de sa personnalité mondiale, de ses intérêts politiques, économiques, culturels et linguistiques, et de sa liberté.

Albert Salon, docteur d'Etat ès lettres, ancien Ambassadeur.